

# **"Verticaliser" la voix des classes populaires.**

## **Infra-politique, racisme ordinaire et politisation des jeunes dans les quartiers pauvres de Los Angeles**

**Julien Talpin**

Chargé de recherches au CNRS  
Ceraps (UMR 8026) - Université de Lille

Le *community organizing* vise à offrir une voix aux sans-voix en permettant leur organisation collective. Loin de tout spontanéisme cependant, ce travail militant est assuré par des salariés dédiés, les *community organizer*, dont la tâche est de susciter l'engagement dans la durée des habitants des quartiers populaires. Leur rôle ne se limite pas cependant qu'à mobiliser la population, ils cherchent également à contribuer à sa politisation via un travail d'éducation populaire, visant à transformer les sentiments d'injustice exprimés en revendications collectives, c'est à dire à "verticaliser les colères" pour reprendre le langage indigène.

On sait en effet qu'aux Etats-Unis (et dans la plupart des pays occidentaux), le degré d'intérêt, de connaissance et d'engagement dans la vie publique dépend surtout du capital culturel et du niveau d'éducation, eux-mêmes corrélés aux ressources économiques et sociales des familles<sup>1</sup>. Les catégories populaires ont dès lors moins de chances d'être engagées politiquement et civiquement que les classes moyennes ou supérieures. Ces inégalités sont renforcées par des facteurs générationnels et territoriaux: les jeunes habitants des quartiers populaires sont les plus éloignés tant de la sphère politique institutionnelle que des formes d'engagement associatif<sup>2</sup>. Il ne faudrait pas en conclure que les quartiers populaires sont des déserts politiques, encore moins aux Etats-Unis qu'en France<sup>3</sup>. Les organisations communautaires s'attaquent cependant à un défi particulièrement ardu. C'est le processus par lequel elles parviennent en partie à le relever qui est au centre de cet article.

Ma communication s'intéressera principalement au travail de politisation et aux dispositifs mobilisés pour verticaliser ces colères et ce faisant politiser les participants. Les moins prédisposés à l'engagement doivent en effet acquérir un ensemble de compétences, de savoirs et de savoir-faire afin de mener véritablement la danse et ainsi contrer la loi d'airain de l'oligarchie. Les organisations communautaires américaines mettent dès lors l'accent sur la

---

<sup>1</sup> S. Verba, K. H. Schlozman, H. Brady, *Voice and Equality*, op. cit.; Pour la France, D. Gaxie, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978.

<sup>2</sup> Pour la France, cf. C. Braconnier, J.-Y. Dormagen, *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Folio, 2007.

<sup>3</sup> Dans le cas français, cf. A. Hajjat, « Les quartiers populaires français ne sont pas des déserts politiques », *Carré rouge*, n°35, 2006; M. Kokoreff, D. Lapeyronnie, *Refaire la cité. L'avenir des banlieues*, Paris, Seuil, 2013 ; aux Etats-Unis, sur Chicago cf. R. Sampson, *Great American City. Chicago and the Enduring Neighborhood Effect*, Chicago, The University of Chicago Press, 2011 ; sur Boston, M. Small, *Villa Victoria: The Transformation of Social Capital in a Boston Barrio*, Chicago, The University of Chicago Press, 2004.

nécessaire formation des individus par la participation. Celle-ci n'est cependant pas pensée comme un préalable à la participation puisque c'est avant tout par l'engagement direct que des apprentissages doivent s'opérer. Les formations viennent dès lors compléter et renforcer ces savoirs et savoir-faire acquis dans l'action. On retrouve ici certaines tensions qui traversent l'éducation populaire et le travail de jeunesse depuis leurs débuts, relatives aux conditions sociales d'émancipation des groupes dominés<sup>4</sup>.

Tout l'enjeu pour les salariés des organisations communautaires étudiées est donc de former les participants - via des jeux de rôles, des sketches, des discussions collectives, des chants, etc. - sans les dominer, afin de contribuer à leur conscientisation, voire leur émancipation. Sans qu'on puisse observer de captation symbolique de la parole des sans-voix, tant le *community organizing* met l'accent sur le fait qu'ils puissent "parler par eux-même", on verra que leur donner la parole dans l'espace public suppose, au préalable, que celle-ci soit conforme à certains canons discursifs et politiques, acquis au sein de ces dispositifs d'éducation populaire. Nous montrerons cependant qu'on ne peut réduire ce travail de politisation à une forme de domination paternaliste, tant les formes de résistances observées que l'appropriation du message transmis permet à la plupart des participants de vivre leur propre transformation comme émancipatrice, les autres préférant voter avec leurs pieds. Nous verrons ainsi que c'est la nature de la relation entre habitants et *community organizers* qui détermine le statut de ce processus, oscillant entre discipline et émancipation. Cette communication s'appuie sur une enquête ethnographique conduite auprès d'organisations communautaires américaines à Los Angeles entre 2012 et 2017, via l'observation participante des séquences de mobilisation et d'éducation populaire, et la réalisation de trente récits de vie avec les participants et les salariés de ces organisations.

Nous mobiliserons ici en particulier les données recueillies auprès de l'une d'entre elles, Community Coalition (CoCo), et notamment son organe de jeunesse, South Central Youth Empowerment through Action (SCYEA). CoCo incarne la tradition de l'*organizing* individuel visant à mobiliser les habitants « non-organisés » du ghetto, ceux qui ne sont membres d'aucune église ou collectif intermédiaire, ces derniers étant à l'inverse la cible des organisations communautaires qui s'inscrivent dans la tradition alinskienne<sup>5</sup>. Community Coalition a été fondée en 1991 pour lutter contre l'épidémie de crack qui ravage alors le ghetto de South Central à Los Angeles. Elle vise à mobiliser les habitants des quartiers pauvres pour améliorer leurs conditions de vie et cherche en particulier à favoriser l'alliance des « blacks & browns », des africains-américains et des latinos, qui se sont notamment affrontés lors des émeutes qui ont touché la ville en 1992. CoCo est aujourd'hui structurée en différentes branches : la principale et la plus ancienne s'intéresse aux questions de violence urbaine, de délinquance et d'emprisonnement des minorités. La seconde, probablement la plus dynamique, est son organisation de jeunesse, SCEYA, aide aux devoirs très politisée qui réunit chaque année une cinquantaine de lycéens, et sur laquelle nous reviendrons longuement ici. Le troisième secteur se concentre sur les questions de parentalité (« Kinship »), et notamment l'aide aux familles adoptives, un enjeu important du fait des taux élevés d'incarcération et de mortalité qui touchent

---

<sup>4</sup> A ce sujet, cf. R. Cortéséro, « Empowerment, travail de jeunesse et quartiers populaires : vers un nouveau paradigme ? », in *FORS-Recherche sociale*, n°209, janvier-mars 2014, p. 46-61.

<sup>5</sup> Au sujet de ces deux modèles cf. J. Talpin, *Community Organizing. De l'émeute à l'alliance des classes populaires aux Etats-Unis*, Paris, Raisons d'agir.

les communautés africaine-américaines et latines et déstructurent durablement les cellules familiales<sup>6</sup>. La mobilisation interraciale des classes populaires se fait ici principalement à l'échelle du quartier, les professionnels de l'organisation accomplissant un travail considérable de porte-à-porte, *house meetings* et réunions de bloc afin de créer des relations avec les habitants et les mobiliser durablement. Si l'engagement s'ancre à l'échelle du quartier, ses objectifs la dépassent : lutte contre la violence des gangs, aide à la réinsertion des ex-détenus (très nombreux en Californie, notamment parmi les minorités raciales), lutte contre la militarisation des écoles des quartiers populaires, etc. CoCo est principalement financée par des fondations, à 20% par des bourses de l'Etat fédéral ou de la Californie, et de façon minimale par ses membres.

### L'essor de l'*organizing* de jeunesse aux Etats-Unis

L'*organizing* de jeunesse est apparu comme une des réponses au démantèlement de l'Etat-providence américain initié dans les années 1980, qui s'est traduit par le déclin des structures publiques d'encadrement de la jeunesse et la détérioration des conditions d'éducation dans les quartiers pauvres. La fin des années 1980 voit l'apparition de « la guerre à la drogue », qui s'apparente à une « guerre aux jeunes de couleur »<sup>7</sup>. Depuis, de nombreuses associations ont vu le jour – au premier rang desquelles AmeriCorps<sup>8</sup> –, financées par l'Etat et de grandes fondations visant l'encadrement scolaire de la jeunesse et assurant un ensemble de services sociaux et éducatifs. Elles promeuvent également le bénévolat – des jeunes ou de ceux qui les soutiennent – la participation à la vie de la communauté (aide aux sans-abris, nettoyages de quartier, soutien aux enfants malades, etc.) étant censé contribuer à leur insertion sociale et ce faisant leur *empowerment*<sup>9</sup>. En marge de cet océan bienpensant, une frange plus critique a également vu le jour, inspiré par le *community organizing* et faisant de l'école l'espace central de recrutement (des parents et des élèves) et de mobilisation de la « communauté »<sup>10</sup>. Ces organisations se concentrent à la fois sur l'amélioration matérielle et pédagogique des écoles publiques des quartiers pauvres et plus largement sur la criminalisation de la jeunesse, dénonçant ce qu'elles qualifient de « school to prison pipeline » : les écoles publiques apparaissant de plus en plus – notamment pour les jeunes garçons membres de groupes ethniques minorisés – comme l'antichambre de la prison<sup>11</sup>. Ces organisations associent en général une offre gratuite de services (aide aux devoirs, cours d'éducation politique, orientation scolaire) et participation à des actions collectives. Outre la politisation des interactions dont nous allons rendre compte, c'est le fait que ces services ne représentent qu'une part minime du

---

<sup>6</sup> L'organisation défend notamment le « family care », le placement des enfants en famille, opposé au « foster care » qui repose sur une prise en charge institutionnelle de l'enfance.

<sup>7</sup> M. Davis, *City of Quartz. Los Angeles, capitale du futur*, Paris, La Découverte, 1997 [1990].

<sup>8</sup> AmeriCorps est un programme fédéral, créé en 1993, finançant le bénévolat auprès d'associations à but non-lucratif, assez proche du service civique français.

<sup>9</sup> Cf. N. Eliasoph, *Making Volunteers, op. cit.*

<sup>10</sup> Cf. M. Warren, K. Mapp, *A Match on Dry Grass. Community Organizing as A Catalyst for School Reform*, Oxford, Oxford University Press, 2011.

<sup>11</sup> Cf. M. Alexander, *The New Jim Crow. Mass Incarceration in the Age of Colorblindness*, New York, The New Press, 2012.

temps de travail des salariés et des activités réalisés par les jeunes qui distingue l'*organizing* de jeunesse de la majorité des associations de services.

Une étude menée en 2010 a identifié 160 groupes d'*organizing* de jeunesse aux Etats-Unis, dont 25% sont situés sur la côté Ouest<sup>12</sup>. Ces groupes sont soit autonomes, soit membres d'organisations plus larges dont elles incarnent la branche jeunesse, à l'image de SCYEA (South Central Youth Empowerment through Action) à Community Coalition. A Los Angeles, la plupart des organisations communautaires non-affiliées nationalement disposent d'une branche jeunesse. La prolifération de ces organisations de jeunesse trouve sa source dans l'importance de l'enjeu éducatif dans les ghettos américains, mais aussi dans la possibilité d'attirer des financements importants pour ces programmes et la forte capacité de mobilisation qu'elles procurent aux organisations. En effet, les adolescents engagés constituent une main d'œuvre corvéable à merci et dont l'engagement est souvent valorisé scolairement<sup>13</sup>. De fait, une part non négligeable du public des évènements organisés par ces associations est constituée des membres de leurs branches jeunesse.

SCYEA est fondé par Community Coalition en 1993, au départ pour lutter contre la « Three strikes law », loi sur les peines planché qui touche principalement les minorités ethniques. A partir de 1996, SCYEA se concentre sur les conditions éducatives dans les lycées de South Central. En 1997, un référendum local permet l'attribution de 2.4 milliards de dollars pour les écoles du district scolaire de Los Angeles (LA Unified School District, LAUSD). En dépit de cette somme historique, les lycéens de South Central tardent à en voir les retombées concrètes. SCYEA lance une grande campagne d'investigation afin de déterminer l'usage fait des fonds. L'organisation se rend rapidement compte qu'une part non-négligeable de ceux-ci a été attribuée aux lycées des quartiers favorisés pour financer des projets dispendieux. Elle engage alors une campagne pour la réallocation des fonds en direction des quartiers pauvres. Armés d'appareils photo jetables, les leaders de SCYEA documentent l'état de leurs lycées : classes bondées, toilettes insalubres, terrains de sport dangereux, etc. La contre-expertise menée par Community Coalition indique que South Central a reçu huit fois moins de fonds que les écoles de l'Ouest favorisé de la ville<sup>14</sup>. Après plusieurs années de lutte, 153 millions de dollars supplémentaires sont finalement attribués aux écoles de South Central pour financer les reconstructions.

Après s'être attelée aux conditions matérielles d'enseignement, SCYEA s'attaque à l'offre pédagogique proposée aux élèves de South Central. Cette campagne concerne l'accès à des cours de préparation à l'université – qualifiés de cours A à G – dans les lycées des quartiers pauvres de Los Angeles. La campagne commence par une phase d'investigation à la fin des années 1990. La recension des cours accessibles aux élèves des lycées de South Central révèle une surreprésentation des cours techniques et professionnels tels la cosmétologie et la mécanique, et la sous-représentation des cours nécessaires à l'accès à l'université. Ces résultats

---

<sup>12</sup> Cf. A. Torres-Fleming, P. Valdes, S. Pillai, *2010 Youth Organizing Field Scan*, Funder's Collaborative on Youth Organizing, Brooklyn, 2010.

<sup>13</sup> Chaque lycéen doit effectuer des "heures communautaires" au cours de sa scolarité, formes de volontariat fortement valorisées sur les CV par la suite.

<sup>14</sup> S. Shah, K. Meridatta, S. McAlister, *Securing a College Prep Curriculum for All Students*, Arenberg Institute for School Reform, Los Angeles, 2009.

indiquent la segmentation de l'offre scolaire et confirment les thèses de l'organisation selon lesquelles le système scolaire aurait une visée reproductive, se concentrant à South Central sur la formation d'une main d'œuvre peu qualifiée. L'égalité d'opportunité à laquelle chaque citoyen a droit, au cœur de l'idéologie méritocratique américaine, ne serait ainsi pas respectée. Les lycéens mobilisés rencontrent pourtant une opposition inattendue, tant du syndicat des enseignants que des élites politiques locales, craignant que ces cours soient trop difficiles pour les lycéens de South Central et renforcent encore le décrochage scolaire. SCYEA organise alors plusieurs manifestations, dont un défilé de mode, représentant symboliquement le type de carrière auquel on prédestine les enfants de South Central. La campagne s'élargit peu à peu, Community Coalition recevant le soutien d'autres organisations, dont InnerCity Struggle, et se structure autour d'une coordination rassemblant 35 associations locales : Communities for Educational Equities. La coordination lance une grande campagne de pétition demandant un meilleur accès aux cours préparatoires à l'université. Le recueil de milliers de signatures (5.000 des 13.000 signatures ont été recueillies par les lycéens de SCYEA) fait pencher la balance et alors que le bureau du LAUSD avait initialement exprimé des doutes quant à la pertinence de cette mesure, il vote en juin 2005 à 6 voix contre 1 une résolution rendant obligatoire la présence de cours A à G de préparation à l'université dans tous les lycées du district. C'est une victoire sans précédent.

L'organisation se concentre aujourd'hui sur la réhabilitation des lycées de South Central ainsi que sur la lutte contre le décrochage scolaire. SCYEA rassemble une cinquantaine de lycéens issus des huit principaux lycées publics de South Central. Ils se réunissent deux fois par semaine au siège de Community Coalition. A cette occasion, les lycéens sont encouragés à faire leur devoir sous le regard des organisateurs, bien que l'essentiel du temps soit consacré à des sessions d'éducation politique. SCYEA procure également une aide à l'inscription à l'université, des organisateurs et étudiants guidant l'orientation des lycéens en Terminale. Enfin, depuis quelques années, l'organisation a mis sur pied une Freedom School – en référence au Freedom Summer du mouvement des droits civiques<sup>15</sup> - pendant l'été, rassemblant sur cinq semaines près de 300 enfants (de 6 à 18 ans) pour un centré aéré centré sur l'apprentissage de la lecture via l'enseignement de l'histoire des mouvements sociaux américains et la conduite d'actions collectives.

### **Logiques de l'engagement à *South Central Youth Empowerment through Action***

Qui sont les cinquante membres annuels de SCYEA ? Surtout, quels sont les processus de recrutement qui les conduit à s'engager dans cette organisation de jeunesse si particulière ? Les critères pour devenir membre sont simples : appartenir à un lycée de South Central. En début d'année scolaire, les organisateurs accompagnés de membres expérimentés font le tour des classes et des lycées pour présenter SCYEA. Les volontaires font ensuite acte de candidature. Si leur nombre est rarement supérieur aux places disponibles, « c'est la motivation qui compte », comme le souligne Sandra Amada, la coordinatrice du secteur jeunesse. Les plus

---

<sup>15</sup> Cf. D. McAdam, *Freedom Summer*, Oxford, Oxford University Press, 1988.

motivés ont pourtant de fait de meilleurs résultats scolaires que la moyenne des lycéens de South Central<sup>16</sup>.

Quelles sont les raisons d’agir avancées par les membres de SCYEA ? C’est précisément cette question que pose Sandra lors d’une réunion du groupe : « Pourquoi sommes-nous ici ? Pourquoi êtes-vous membre de SCYEA ? » Les réponses fusent : « Pour nous tenir tranquilles. Et nous aider à faire nos devoirs, parce qu’à la maison c’est pas toujours facile ». Jorge, un autre organisateur, reformule : « donc pour nous procurer un refuge [« safe space »]. » Tim, qui participe pour la seconde année à SCYEA et s’avère assez politisé, avance : « Pour devenir des leaders au sein de notre communauté ». Moins sérieux, il ajoute : « Pour voyager aussi, comme quand on est allé à Chicago ! » Une autre : « Pour acquérir des compétences, comme le phoning ». Jorge lit ensuite la définition officielle du groupe : « SCYEA est un group d’élèves africain-américains et latinos travaillant à l’émergence de la prochaine génération d’activistes<sup>17</sup>. »

Les discussions informelles comme les entretiens conduits avec les participants offrent davantage d’indications. Arturo, lycéen en surpoids qui participe pour la deuxième année, avance une raison prosaïque à sa participation : « La nourriture ! D’abord parce qu’elle était bonne, ensuite parce que quand je suis ici je mange moins, je me contrôle. » Dans un quartier marqué par une malnutrition chronique, offrir des repas de qualité peut constituer un moyen de fidéliser des participants qui ne s’engagent pas d’abord pour des motifs politiques. Pointant sa voisine du doigt, Arturo avance ensuite une raison peut-être plus substantielle : « c’est elle qui m’a fait venir ». Ana précise à son tour que « c’est parce qu’un ami a rejoint SCYEA » qu’elle s’est engagée elle aussi. Les relations interpersonnelles, et en particulier les réseaux amicaux, jouent un rôle important dans l’engagement des adolescents<sup>18</sup>. Dans une étude comparant plusieurs organisations de jeunesse californiennes de ce type (dont SCYEA), Veronica Terriquez et Hyeyoung Kwon indiquent ainsi que 49 des 75 lycéens interviewés déclarent avoir été recrutés par des amis, et 14 pour « la sociabilité »<sup>19</sup>. Le recrutement pro-actif effectué en début d’année peut également porter ses fruits. Armando, un des lycéens aujourd’hui les plus politisés, se souvient : « Non, je ne viens pas d’une famille très engagée. Mon père n’était pas vraiment un modèle, il travaillait tout le temps, donc je ne le voyais jamais. Et ma mère pareille. J’étais vraiment influençable en grandissant. Et un jour, alors que j’étais en Seconde, des gens sont venus présenter ce programme d’aide aux devoirs, et ils ont commencé à expliquer plein de trucs, sur le racisme et tout ça. Et j’ai pas vraiment compris. Mais quand ils ont demandé à la fin : ‘est-ce que certains d’entre vous veulent aider la cause ?’ Je sais pas pourquoi, mais j’ai levé la main. J’ai donc commencé à participer au sein de ce groupe, qui s’appelle BAM (By All Means Necessary), une coalition d’organisations qui luttent pour défendre la discrimination positive, les droits des immigrés, etc. Ils m’ont ouverts les yeux sur le racisme qui existe encore

---

<sup>16</sup> V. Terriquez, Hyeyoung Kwon, « The Political Socialization of Youth from Immigrant Families and the Role of Community-Based Organization », communication personnelle, USC, Los Angeles, 2013.

<sup>17</sup> Notes d’observation, Scyea, Community Coalition, 21.01.2013

<sup>18</sup> Cf. C. Hamidi, *La société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans les associations de quartier*, Paris, Economica, 2010, sur le rôle des réseaux interpersonnels dans l’engagement associatif en France.

<sup>19</sup> V. Terriquez, Hyeyoung Kwon, « The Political Socialization of Youth from Immigrant Families and the Role of Community-Based Organization », communication personnelle, 2013.

dans le système d'éducation publique. J'ai senti que le combat méritait d'être mené et je suis devenu vraiment intéressé. Et voilà où j'en suis<sup>20</sup>. » Le travail de mobilisation effectué par les organisateurs (accompagnés de jeunes participants des années précédentes) joue un rôle dans la participation d'adolescents qui n'étaient pas tous prédisposés à cela. Donner la parole au sans-voix requiert donc, dans ce cas, un travail actif de mobilisation. Néanmoins, comme le note un rapport comparant plusieurs organisations de jeunesse, la participation est donc ici principalement le fruit du réseau relationnel<sup>21</sup>. L'étude menée par Terriquez et Hwon indique que les parents des membres d'organisations de jeunesse ne sont d'ailleurs pas plus politisés (en termes de participation électorale ou de fréquence des discussions politiques) que la moyenne de la population<sup>22</sup>.

### **Enseigner les racines de l'oppression des minorités**

La politisation des lycéens de SCYEA s'appuie principalement sur les cours d'éducation populaire dispensés par les organisateurs. Ils prennent souvent une forme ludique et interactive – « conformément à la philosophie de Paula Freire » comme le dit un des organisateurs –, et ont lieu deux fois par semaine à raison de séances d'une heure trente, ainsi que certains samedi après-midi, étant alors qualifiés de « leadership academy ». Le déroulé d'une des séances est révélatrice du style de politisation de l'organisation, et laisse entrevoir les effets que l'exposition régulière à de tels cours peut avoir sur les adolescents.

Le premier module propose un match d'improvisation entre les élèves, qui doivent suivre les consignes suivantes : « Identifiez un problème que vous rencontrez à South LA et essayez de le relier à une question plus générale concernant les écoles du quartier. Par exemple, pourquoi n'y a-t-il pas assez de professeurs ? Peut-être parce qu'on ne nous donne pas assez de moyens. Creusez plus profondément pour trouver les vraies raisons. » Les sketches portent alors sur des interactions entre des élèves et des policiers au lycée, ces derniers finissant par arrêter les lycéens en retard et les emmener au commissariat, ou sur des tensions entre élèves et professeurs. A la fin du jeu, l'organisatrice demande : « quelles sont les questions qui sont ressorties des scénettes ? » Les lycéens répondent : « des profs incompetents », « pas assez de matériel scolaire », « une arrestation pour un retard ». L'injonction à la montée à la généralité se fait ensuite plus forte : « quels sont les problèmes plus profonds qui en découlent ? » Là, comme un seul homme, le groupe répond : « Le décrochage scolaire ». L'organisatrice, manifestement satisfaite, conclut : « Les adultes vous extorquent des ressources volontairement, et ce que ça produit au final c'est de vous pousser hors des écoles et vers le système carcéral. »

Le second module porte sur « l'histoire de l'instruction publique ». Pour lancer la discussion, Sandra fait lire une citation de Thomas Jefferson distinguant « la classe laborieuse » de la « classe éduquée ». La discussion ayant du mal à embrayer, l'organisatrice offre sa propre

---

<sup>20</sup> Discussions avec des membres de Scyea, Community Coalition, 28 février 2013.

<sup>21</sup> S. Shah, *Building Transformative Youth Leadership. Data on the Impacts of Youth Organizing*, Funders' Collaborative on Youth Organizing, Brooklyn, 2011, p. 12.

<sup>22</sup> V. Terriquez, Hyeyoung Kwon, « The Political Socialization of Youth from Immigrant Families and the Role of Community-Based Organization », op. cit.

interprétation : « Ils ont décidé d'organiser l'éducation en deux systèmes différents, pour ceux qui travaillent et pour ceux qui sont éduqués, et ils vous poussent automatiquement dans l'une ou l'autre catégorie. Et une fois que vous êtes dans une case, vous y êtes pour le restant de vos jours. C'est comme ça que le système éducatif fonctionne. (...) En ne permettant qu'à une minorité d'être éduquée. » La discussion finit par prendre sur les conséquences de la structuration du système éducatif : « on s'en rend bien compte à l'école » ; « c'est la misère » ; « la conséquence c'est que les riches restent riches et les pauvres restent pauvres ».

La session se fait plus scolaire par la suite, puisqu'il s'agit de retracer les grandes étapes de l'histoire de l'éducation publique aux Etats-Unis. Le caractère didactique est toujours présent, les élèves devant placer sur une frise les grandes réformes ou avancées scolaires en indiquant si elles sont issues du gouvernement (« top-down ») ou d'un mouvement populaire (« bottom-up »). Il s'agit de démontrer que les grandes étapes de la démocratisation scolaire sont le fruit de luttes et non de réformes législatives. Sandra demande aux élèves de réagir. Les réponses ne semblent pas lui convenir jusqu'à ce qu'une lycéenne avance : « Je me rends compte qu'il y a plus de réformes venant du mouvement populaire que quand le gouvernement veut changer les choses. Le changement se produit quand les gens s'organisent et se battent. » Satisfaite, l'organisatrice propose de lire une autre citation, de Che Guevara cette fois-ci : « L'éducation n'est la propriété de personne. Si l'instruction n'est pas donnée au peuple alors il doit la prendre. » Les jeunes applaudissent et l'organisatrice ajoute : « C'est ça la philosophie de SCYEA ! »

Il ne s'agit pas seulement d'inculquer une lecture structurale voire marxiste du monde aux lycéens, mais également de leur transmettre un certain nombre de savoir-faire. A ce titre, l'apprentissage de la prise de parole en public est essentiel. La session se poursuit donc par l'organisation d'un grand débat, dont le sujet n'a pas été choisi au hasard : la méritocratie. Javier, un autre organisateur, introduit le débat : « de quoi a-t-on parlé la dernière fois ? » Les lycéens semblent hésitants : « du capitalisme ? », « du fait que les minorités ont moins d'opportunités », « du rêve américain qui n'est qu'un rêve, pas la réalité ». Essayant de relier les problèmes des écoles du ghetto à certaines données structurelles, Javier interpelle le groupe : « combien d'entre vous connaît quelqu'un qui a arrêté l'école ? » Tous lèvent la main. Les lycéens sont répartis en deux groupes, l'un défendant la méritocratie, l'autre la critiquant. Le débat rencontre un grand succès chez les jeunes, et se transforme en véritable joute verbale. Les deux groupes sont répartis de chaque côté de la salle, un représentant de chacun d'entre eux venant au centre de l'arène pour défendre ses arguments. Tim (cf. encadré infra), défendant les vertus de la méritocratie, s'en sort particulièrement bien : « Travaillez dur et arrêtez de pleurer. *Just do it*, comme le dit Nike ». Armando lui répond : « Tu nous dis qu'il faut viser les sommets, mais comment veux-tu qu'on y arrive alors que sur la ligne de départ tu pars avec 30 mètres d'avance sur moi ? » Galvanisé par les encouragements, il conclut : « Moi, en tant que minorité et pauvre, je suis bien seul pour affronter la montagne ». Preuve de l'efficacité d'enseignements répétés, les arguments des pourfendeurs de la méritocratie semblent tout droit tirés des leçons professées par les organisateurs de CoCo. Alors que tous les participants sont africain-américains ou latinos, une lycéenne interpelle, non sans ironie, ses adversaires : « normal que vous en sortiez mieux, vous êtes tous blancs ! » Les inégalités raciales et sociales sont en

permanence mobilisées par ces lycéens faisant preuve d'une conscience de classe surprenante pour leur âge: « Le capitalisme nous désavantage, parce que comme vous le savez on ne peut rien entreprendre si on n'a rien au départ. Et on n'a pas de profs compétents ni de moyens. » Au terme du débat, les organisateurs sont sensés déterminer un vainqueur, et le camp pro-méritocratie se dégage très nettement. Pourtant, comme l'annonce l'organisatrice : « en accord avec les valeurs de Community Coalition ... c'est match nul ! » Javier distribue des bonbons à tous les participants, ajoutant : « C'était un débat socialiste, donc on partage les récompenses. »

L'après-midi se poursuit par des jeux moins politiques, avant de visionner deux documentaires sur la criminalisation des écoles publiques dans les quartiers pauvres de New York et sur l'industrie carcérale en Californie. Community Coalition défend en effet la théorie du « school to prison pipeline », très rependue dans les milieux de gauche américains, selon laquelle l'abandon des écoles publiques des quartiers pauvres par les pouvoirs publics conditionnerait les enfants à l'échec scolaire, à la délinquance puis à l'incarcération<sup>23</sup>. A la fin des films, l'organisateur demande : « qu'est-ce qui pousse au décrochage scolaire ? Quels types de jeunes sont surreprésentés dans ces décrochages ? » Un lycéen évoque son école « qui ressemble à une prison, avec les grilles, les barreaux et tout. » Plusieurs mentionnent les fouilles effectuées par des policiers à l'entrée des écoles, un autre raconte une anecdote au cours de laquelle un de ses amis s'est fait renvoyer trois jours pour avoir joué avec son téléphone portable en classe. L'organisateur demande aux lycéens d'expliquer un terme employé par l'un d'entre eux : « le conditionnement ». Tim répond : « vous préparer ». L'organisateur ajoute : « Ca normalise vos réponses à certains stimulus ». Armando fait preuve d'une conscience politique déjà aigüe sur ces questions : « Ils aiment nous criminaliser, parce que c'est plus facile pour eux. Ils pensent qu'ils peuvent se débarrasser de nous, mettre de côté ceux qu'ils voient comme ayant du potentiel, et laisser les autres sombrer. » Le cours se termine par un jeu « cross the line » au cours duquel l'organisateur trace une ligne au sol et demande aux participants de la franchir s'ils ont vécu, eux ou leur famille, tel ou tel problème comme une altercation avec la police, l'incarcération d'un proche ou des situations sociales difficiles comme le chômage ou la vente de drogue. Au terme du jeu, les participants se rendent bien souvent compte qu'ils se situent du même côté de la ligne et donc du monde social. Ce faisant c'est un « nous » et un « eux » qui, de proche en proche, se façonne.

### ***Empowerment ou endoctrinement ?***

On est ici bien loin du type d'apprentissage dispensé dans les associations de service dépolitisées étudiées par Nina Eliasoph, décrit en ces termes: « Ils ont appris [qu'au-delà des barrières culturelles] ils aimaient tous la pizza. Ils ont appris à apprécier le bavardage amical pour ce qu'il pouvait offrir, sans en attendre la création de liens intenses dans un avenir proche. Ils ont appris à ne pas s'attendre à devenir amis avec des inconnus, mais simplement à passer

---

<sup>23</sup> Cette théorie n'est pas sans rappeler celle du passage de la main gauche – sociale – à la main droite – répressive – de l'Etat dans le traitement de la pauvreté, chère à Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant. Cf. L. Wacquant, *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État*, Paris, La Découverte, 2006.

le temps et se sentir à l'aise à leur côté<sup>24</sup>. » Le type d'apprentissages découlant de l'engagement au sein de ces associations semble produire des citoyens dociles : « Certains enseignements tirés de ces expériences permettent de créer des citoyens qui accepteront placidement que les gouvernements contemporains financent des projets à toujours plus court-terme ; qui ne paniqueront pas face à un chômage de courte durée dans un marché du travail instable ; qui resteront calmes face à des mariages éphémères ; des citoyens qui ne s'attacheront passionnément à personne et à aucune idée ; des citoyens qui changeront leurs âmes plutôt que leur conditions. Ces leçons sont les conséquences involontaires de la participation, pas celles que les projets d'*empowerment* voulaient enseigner<sup>25</sup>. »

A l'inverse, à SCYEA il s'agit de mettre en avant les origines structurelles des inégalités que vivent les participants afin de produire des activistes. Si l'exemple de Community Coalition constitue l'exception dans les ghettos américains – bien que d'autres organisations à Los Angeles telles Inner-City Struggle, SCOPE ou le Labor/Community Strategy Center disposent également de groupes jeunesse qui dispensent des formations assez proches – l'éducation promue y apparaît fortement politisée. De fait, l'objectif de formation de leaders politisés semble rempli.

Mais faut-il y voir une forme d'*empowerment* ou d'endoctrinement de la jeunesse ? De fait, peu de place est laissée à la contradiction. Si des discussions sont organisées, la délibération est fortement cadrée par les organisateurs, qui disposent toujours des bonnes réponses aux questions qu'ils posent et que doivent intégrer les lycéens. L'exemple d'une autre session apparaît à cet égard révélateur. Répartis en petits groupes de discussion, on commence par évoquer les problèmes des écoles du quartier. Les lycéens mentionnent la saleté des locaux, le manque de matériel, et « les mauvais profs, qui se désintéressent des élèves et sont racistes ». Jorge note tout en reformulant les réponses : « mauvaises pratiques éducatives. Parce que ce n'est pas forcément la faute des profs, mais des conditions dans lesquelles ils travaillent ». Les jeunes évoquent ensuite la nourriture à la cantine. Une lycéenne avance qu'elle voudrait du poulet, des macaronis et des tacos. Jorge note : « Plus de nourriture saine ». Enfin, on évoque « les façons de faire changer cela ». Preuve de l'efficacité de l'enseignement répété, toutes les réponses convergent : la solution, c'est l'action collective. « Des pétitions » « des manifs » « des sit-ins » « en mobilisant les autres élèves ». L'organisateur demande ensuite aux lycéens : « Pourquoi nos communautés se trouvent-elles dans cette situation ? » Une jeune lycéenne répond : « C'est de notre faute ! » Jorge, surpris, lui demande d'expliquer. Elle semble gênée, ne sait trop quoi dire, sentant qu'elle a donné une mauvaise réponse « Je ne sais pas ! ... » Un participant plus expérimenté, Armando, enchaine : « Non, ce n'est pas de notre faute. Parce que tout commence avec l'éducation, et si on n'a pas une éducation de qualité ... » Tim ajoute : « c'est aussi lié à la famille. Si dans notre famille il y a des membres de gangs, on le deviendra aussi. » Jorge traduit : « oui, c'est important d'avoir des modèles. » Jorge conclut en donnant la réponse attendue : « ce n'est pas de notre faute, c'est de la faute du système. Vous savez ce que je veux dire quand je parle de 'système' ? » Une lycéenne lance : « c'est la télé, Facebook

---

<sup>24</sup> N. Eliasoph, *Making Volunteers*, op. cit., p. 180.

<sup>25</sup> N. Eliasoph, *Making Volunteers*, op. cit., p. XVIII. Pour une discussion de cet ouvrage, cf. J. Talpin, « L'essentiel n'est pas de participer. Engagement associatif et transformation personnelle », *La vie des idées*, 2011.

... » En guise de réponse Jorge dessine un schéma au tableau : « si votre mère est droguée vous allez trainer dans la rue, avoir de mauvais résultats à l'école et vous vous retrouverez peut-être dans un gang ou prostituée. Et c'est notre rôle de briser ce cercle. » Il s'agit bien à chaque exercice de « repérer un *pattern* », comme le dit l'un des organisateurs<sup>26</sup>.

La répétition d'un discours structural au cours de ces formations semble donc fonctionner. L'apprentissage se fait par tâtonnement, via des sanctions et des gratifications symboliques. Paradoxe de ce type d'organisation de jeunesse, ce sont les jeunes qui s'en sortent le mieux scolairement et tentent de s'extirper du stigmatisme que constitue leur origine sociale afin d'accéder à l'ascension sociale qui ont la conscience la plus aiguë de leurs désavantages. Il ne s'agit pas ici d'apprendre à ces lycéens qu'ils peuvent s'en sortir par eux-mêmes à force de travail, mais que ces initiatives individuelles sont vouées à l'échec face à la puissance des mécanismes de reproduction sociale. Marchant sur un fil, ces organisations tentent à la fois de favoriser l'ascension sociale de leurs membres – via les campagnes d'amélioration des écoles, l'aide aux devoirs ou l'orientation scolaire – tout en remettant en cause le « mythe de la méritocratie ».

### **La participation vectrice de socialisation politique : la campagne pour le « school climate bill of rights »**

L'apprentissage ne se fait pas que lors de ces sessions d'éducation populaire, mais surtout par l'ensemble des actions collectives auxquelles sont amenés à participer les membres de SCYEA. Ils ont ainsi pris une part active à la campagne en faveur de la proposition de référendum n°30, à l'automne 2012, pour laquelle s'est fortement engagée Community Coalition ainsi que de nombreuses organisations californiennes, visant à augmenter les impôts des contribuables les plus aisés afin de financer les services publics californiens, et en particulier les écoles dans les quartiers pauvres<sup>27</sup>. Ici les membres de SCYEA ont notamment contribué à l'important travail de porte-à-porte visant à mobiliser l'électorat (assez abstentionniste) de South Central.

Des campagnes plus locales sont également l'occasion d'une socialisation à l'action collective pour les membres de SCYEA. Au printemps 2013, une campagne est mise sur pied à l'initiative d'une coalition d'organisations communautaires et des fondations les finançant (en particulier The California Endowment et Liberty Hill) visant à réformer les pratiques disciplinaires dans les lycées des quartiers pauvres du district scolaire de Los Angeles. En accord avec la philosophie pragmatique de l'*organizing*, il s'agit de s'attaquer aux racines du « school to prison pipeline », en dégagant une cible et un objectif précis. Si la criminalisation des jeunes issus de groupes minorisés peut apparaître comme un problème insoluble ou à un horizon très lointain, s'attaquer au règlement intérieur des lycées des Los Angeles est une façon de "découper" un enjeu important en plusieurs campagnes gagnables. Une des revendications est l'assouplissement des règles disciplinaires dans les écoles publiques. Des études indiquent en

---

<sup>26</sup> Notes d'observation, SCYEA, Community Coalition, 21 janvier 2013.

<sup>27</sup> Cf. J. Talpin, « De nouvelles machines politiques? Comment les organisations communautaires investissent les campagnes référendaires en Californie », in L. Baamara, C. Floderer, M. Poirier (dir.), *Faire campagne*, Paris, Karthala, 2015 (à paraître).

effet que les règles très strictes qui prévalent dans ces écoles, inspirée de la philosophie de la « tolérance zéro », se traduisent par un taux d'expulsion des élèves particulièrement élevé dans le ghetto, et qui touche de façon disproportionnée les minorités ethniques<sup>28</sup>. Les organisations publicisent fortement les résultats des recherches qu'elles ont menées, afin de démontrer le caractère inéquitable des pratiques disciplinaires dans les lycées publics, à l'image du tract ci-dessous. La coalition avance que la suspension scolaire constitue souvent la première étape dans une trajectoire délinquante, les adolescents expulsés se trouvant souvent pris en charge par des gangs.

**IS SUSPENSION THE BEST DISCIPLINARY PRACTICE?**

Currently, California has an extremely high rate of suspensions, issuing more suspensions than diplomas each year. Contrary to common perception, a significant number of these suspensions are unrelated to school safety issues and instead are for minor or trivial behavior.

**IMPACT OF ZERO TOLERANCE PRACTICES ON YOUTH OF COLOR**

During the 2009-2010 school year, California schools issued more than 750,000 out-of-school suspensions, and more than 420,000 students were suspended out-of-school at least one time.

Approximately 42% of CA suspensions are for disruption or willfully defying authority (i.e. chewing gum in class, talking back, or wearing the wrong clothes).

**PRINCIPAL'S OFFICE**

SUSPENDED! **6x**

In Los Angeles Unified Blacks are 6 times more likely to be suspended than whites (17.3% vs 2.9%). Nearly double for Latino (3.2%).

**NATIONAL SUSPENSION GAP**  
secondary school suspension rate

Year	Black	Latino	White
1972-1973	11.8%	6.1%	6%
2009-2010	24.3%	12%	7.1%

**POSITIVE SOLUTIONS THAT WORK**

School Climate Student Bill of Rights builds on these positive solutions to ensure that LAUSD students and parents can transform discipline and climate in their schools.

**RESTORATIVE JUSTICE:** which builds upon Restorative Justice and applies in the school context, is used to build a sense of school community and resolve conflict by repairing harm and restoring positive relationships through the use of regular "restorative circles" where students and educators work together to set academic goals, develop core values for the classroom community and resolve conflicts.

**SCHOOL-WIDE POSITIVE BEHAVIOR INTERVENTIONS AND SUPPORTS (SWPBS):** SWPBS is a comprehensive, school-wide research-based system that is based on the assumption that actively teaching and acknowledging expected behavior can change the extent to which students expect appropriate behavior from themselves and each other.

Schools across the country implementing SWPBS have shown:

School	Results
Cole Middle School	89% drop in suspension from '06-'07
Richmond H.S.	cut 1/2 of their suspensions in 2011-2012
West Phila H.S.	50% drop in suspensions; violent acts and serious incidents declined by 52% in '07-'08 and another 49% by the first semester in '08
Garfield H.S.	50% decrease in discipline referrals; positive school climate, greater safety, & improvements in academic achievement & attendance
Garfield H.S.	1 suspension in 2010-2011 school yr. down from 682 suspensions in year prior to implementation

Tract distribué dans le cadre de la campagne "Every Student Matter".  
Los Angeles, avril 2013.

Cette campagne rassemble les principaux acteurs de l'organizing de jeunesse de la ville, dont Community Coalition, Labor/Community Strategy Center, East L.A. YMCA, Gay Straight Alliance Network, InnerCity Struggle, The Social Justice Learning Institute et Youth Justice Coalition. Elle a constituée la principale activité à SCYEA au printemps 2013. Les adolescents ont ici pu se familiariser à différentes tactiques d'action collective. Plusieurs manifestations sont organisées devant le siège du district scolaire de Los Angeles (LAUSD), où certains leaders de SCYEA (dont Tim et Arturo, évoqués plus bas) prennent la parole publiquement. Certains

<sup>28</sup> En 2010-2011, 26% des élèves suspendus étaient africain-américains, alors qu'ils ne représentent que 9% de la population scolaire du LAUSD.

interviennent également à la tribune du conseil du LAUSD – lors de l’examen de la proposition demandant la réforme des pratiques disciplinaires – ce qui constitue pour nombre d’entre eux une première. Ils se sont d’ailleurs entraînés en amont en compagnie des organisateurs de CoCo. Ainsi, donner la parole aux sans-voix n’induit ici aucun spontanisme : cette parole est construite, travaillée, façonnée et répétée avec les salariés de l’organisation. Malgré le trac qu’ils déclarent tous avoir, leur amateurisme constitue ici une ressource, pouvant apparaître aux yeux des membres du LAUSD et des médias comme des jeunes défavorisés du ghetto. Méritants, défendant un discours égalitaire et méritocratique, ils finissent par l’emporter.

Au final, la campagne pour le « School climate bill of rights » est un succès, le LAUSD cède sur les principales revendications, après plusieurs semaines d’agitation dans les rues et les médias<sup>29</sup>. Une des victoires importantes est le terme mis à la suspension pour « comportement agressif » (‘willfull defiance’), une qualification très floue, qui touchait tout particulièrement les jeunes garçons noirs et latinos<sup>30</sup>. Si les élèves perturbateurs seront toujours suspendus d’enseignement, ils ne seront plus renvoyés chez eux comme par le passé mais dans des salles d’étude. Alors que la police assure la sécurité dans les écoles publiques – le LA School Police Department – le « School climate bill of rights » vise à assurer des pratiques moins discriminatoires et agressives. La résolution vise notamment à promouvoir des alternatives plus douces aux pratiques répressives de la police.

Cette victoire ne tient cependant pas qu’à l’activisme de la coalition, mais également à la stratégie de lobbying conduite par Liberty Hill et certains membres de la coalition, dont le Président de Community Coalition, auprès des membres du bureau du LAUSD. Le timing était également propice : en pleine campagne municipale à Los Angeles, la coalition a reçu le soutien des deux candidats en lice au second tour. Au final, la résolution est adoptée par 5 voix contre 2, un résultat inespéré quelques mois plus tôt.

### **Comment la participation affecte les trajectoires individuelles**

L’engagement au sein d’organisations communautaires permet aux individus d’acquérir de nouveaux savoirs et savoir-faire, et constituent souvent le début d’une trajectoire de politisation. Des données quantitatives issues de l’étude de plusieurs organisations le confirment. Ainsi, dans une enquête comparant 124 participants au sein de trois organisations de jeunesse, Shah indique que 85% d’entre eux déclarent que leur participation a accru leur connaissance du fonctionnement des politiques scolaires. Surtout, d’un point de vue pratique, les participants à ces organisations sont beaucoup plus nombreux à avoir participé à des manifestations, signé des pétitions ou participé à des campagnes de mobilisations électorales que les jeunes du même âge qu’eux (tableau 1).

---

<sup>29</sup> LA Times, « LAUSD board could ban suspensions for 'willful defiance' », 12 mai 2013.

<sup>30</sup> En 2011-2012, près de 50% des suspensions relevaient de la « Willfull defiance ».

**Tableau 1. Participation civique des jeunes (en %)<sup>31</sup>**

	Engagement dans le quartier	Engagement dans des organisations non-politiques	Contact-ter un élu	Faire du porte-à-porte	Engagement dans des organisations politiques (campagne électorale)	Signer une pétition	Participer à une manifestation
Moyenne des 15-25 ans	21	22	10	2	3	20	7
Participants à des organisations de jeunesse	60	58	34	33	20	39	75

Terriquez et Hwon indiquent également que les participants aux organisations de jeunesse participent davantage à des actions collectives que le reste de la population<sup>32</sup>. Bien que ce type de données descriptives soit à prendre avec précaution, l'accumulation d'indices allant dans la même direction donne du poids à l'idée selon laquelle la participation est vectrice d'*empowerment* individuel<sup>33</sup>. Au-delà de l'*organizing* de jeunesse, l'étude conduite par Heidi Swarts, qui a interrogé 75 participants (adultes) à des organisations communautaires, indique qu'ils se sentent davantage « *empowered* », après leur engagement qu'auparavant. Dans la mesure où l'*empowerment* individuel comporte une dimension subjective, de confiance en soi et en sa capacité à prendre la parole ou à agir collectivement, ces données sont éclairantes. Listant différents savoir-faire qu'ils pouvaient apprendre par la participation (« prendre la parole en public » ; « animer des réunions » ; « mener des recherches sur une question » ; « planifier une campagne »), Swart indique que les participants sortent également mieux armés pour s'engager à l'avenir<sup>34</sup>.

L'engagement communautaire peut également avoir des conséquences sur la vie professionnelle, puisque 65% des anciens membres des organisations de jeunesse étudiés par S. Shah indiquent exercer ou avoir exercé une activité professionnelle dans le domaine du travail social ou politique. Ainsi, six des douze organisateurs de Community Coalition en 2013 sont d'anciens membres de SCYEA. La participation a également des effets, par ricochet, sur

<sup>31</sup> Source: S. Shah, *Building Transformative Youth Leadership*, *op. cit.*, p. 21. Les chiffres concernant les membres d'organisations de jeunesse sont tirés de 124 entretiens semi-directifs menés dans trois organisations (dont SCYEA) à Los Angeles, New York et Philadelphie. Les chiffres concernant la moyenne des jeunes américains sont tirés de l'étude CIRCLE, réalisée par téléphone auprès de 3246 personnes. Les membres des minorités ethniques sont surreprésentés dans cet échantillon afin de le rendre comparable avec les données issues des organisations de jeunesse, où la plupart des membres sont africain-américains et latinos. <http://www.civicyouth.org/>

<sup>32</sup> V. Terriquez, H. Hwon, « The Political Socialization of Youth from Immigrant Families and the Role of Community-Based Organization », *op. cit.*

<sup>33</sup> Sur l'*organizing* de jeunesse voir par exemple, J. Rogers, K. Mediratta, S. Shah, « Building Power, Learning Democracy: Youth Organizing as a Site of Civic Development », *Review of Research in Education*, 2012, Vol. 36, p. 43-66.

<sup>34</sup> H. Swarts, *Organizing Urban America. Secular and Faith-Based Progressive Movements*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2008. p. 167-168.

les parents des enfants engagés dans des organisations de jeunesse. L'étude menée par Terriquez et Hwon indique ainsi que toutes choses égales par ailleurs les parents d'enfants inscrits dans des programmes similaires à SCYEA sont plus politisés que la moyenne. L'influence sur le vote peut parfois être directe, comme le relate une de leurs interviewés : « On s'assoit et je leur dit 'c'est comme ça que vous devez voter sur telle question'. Au début je devais les convaincre de m'écouter, mais maintenant ils me disent : 'ok, donc pour la Proposition de référendum A, c'est oui ? c'est non ? D'accord'. Ils suivent tout ce que je leur dis de voter. Honnêtement c'est vraiment utile pour nous, en tant que famille de regarder les questions, parce qu'il y a plein d'affiches et de publicité dans les journaux et les médias, et la plupart du temps c'est complètement biaisé. » L'enquête ethnographique conduite à Los Angeles confirme ces résultats, à l'image de la trajectoire Tim, qui a été profondément affectée par son engagement au sein de SCYEA.

### **Tim: un jeune activiste plein d'avenir**

Tim est la star de SCYEA. Agé de 16 ans, il a rejoint l'organisation deux ans auparavant suite à l'insistance de sa mère, membre de Community Coalition. « A l'époque je ne connaissais rien à la politique » reconnaît-il. « En grandissant j'ai appris à comprendre comment le monde fonctionnait, et qu'il n'y avait pas grand-chose à faire pour le changer. Je ne savais rien du 'pouvoir du peuple' et de toutes ces choses. » Avant SCYEA il a participé au collège à un autre programme périscolaire, « Boys to men » : « Mais ça n'avait rien à voir. On nous y apprend juste à devenir un homme, responsable, tout ça. » Cette organisation, outre l'aide aux devoirs, mène des actions caritatives en direction des sans-abris, mais semble moins politisée que Community Coalition.

S'il est issu d'un foyer relativement engagé, mais paupérisé – sa mère, divorcée, est au chômage depuis trois ans – l'expérience semble l'avoir transformé : « Les choses qu'ils m'ont appris ici, elles ont changé ma façon de voir les choses. » Sa mère abonde : « Avant il était peu intéressé par la politique, timide. SCYEA lui a permis de sortir de sa coquille ». « C'est vrai qu'avant je ne savais pas parler en public. La première fois que j'ai du parler en public j'étais hyper stressé. Mais par la répétition on s'habitue. » « Avant il ne venait pas à l'église, maintenant beaucoup plus, il fait même partie de la chorale », ajoute sa mère, manifestement comblée. Il est également devenu représentant des élèves au sein du conseil d'administration de son lycée (« je ne savais même pas que ça existait avant SCYEA »).

A l'aise à l'oral, Tim est régulièrement mis en avant lors des événements publics organisés par Community Coalition. Ainsi, alors que l'organisation prend la tête de la contestation locale qui fait suite à l'acquittement du meurtrier de Trayvon Martin en juillet 2013<sup>35</sup>, Tim prend la parole

---

<sup>35</sup> Le 26 février 2012, Trayvon Martin, un africain-américain de 17 ans, est tué par balle en Floride par Georges Zimmerman alors qu'il rentrait chez lui. Zimmerman, en charge du comité de surveillance de sa *gated community* (résidence fermée), déclare que Martin avait un comportement suspect et avait tenté de l'agresser alors qu'il venait l'interroger. Il plaide la légitime défense, s'appuyant notamment sur la loi en vigueur dans l'État de Floride, *Stand Your Ground*. Le 13 juillet 2013, Zimmerman est acquitté. L'affaire, qui avait déjà suscitée une vive émotion – Zimmerman étant suspecté de crime raciste –, embrase les États-Unis. Des manifestations sont organisées un peu

lors d'une réunion publique et est interviewé par les télévisions locales. Briefé par les organisateurs de Community Coalition (« ils nous préparent pour être sur qu'on dise le bon message »), il avait alors tenu le discours qu'on attendait de lui : s'indigner tout en invitant les manifestants à rentrer chez eux calmement, sans violence. Vêtu d'un costume et d'une cravate, lui qui est toujours habillé en *streetwear*, il est également invité quelques jours plus tard à une rencontre avec le nouveau maire, Eric Garcetti. En voie de notabilisation, il envisage désormais de s'engager en politique par la suite, mais voudrait auparavant poursuivre ses études à Washington D.C. dans une université considérée comme l'antichambre de l'élite politique africaine-américaine, Howard, qualifiée « d'Harvard noire ».

### Juan : la politisation express d'un sans-papier

« Ma participation à Community Coalition, c'est comme un cours que je suivrais. C'est un peu comme si je lisais un livre, mais que je faisais partie de l'histoire, de l'expérience qui est racontée. (...) Quand j'ai commencé à participer à CoCo, je me suis dit "Whaou, c'est comme ça que ça marche !" J'ai découvert comment le pouvoir fonctionne, comment la politique marche, comment ils font pour nous opprimer. (...) Grâce à cette expérience j'ai rencontré plein de gens, et quand ils partagent leur histoire, leurs expériences, je les compare aux miennes, et je me dis qu'on n'est pas si différents. Et maintenant, quand je marche dans la rue, j'ai plus confiance en moi. Ce qui s'est passé à CoCo s'est ajouté à mes expériences précédentes et je me sens enrichi, éclairé. Maintenant je suis les infos, la politique, je m'intéresse plus. Je peux vraiment voir le changement avec avant. (...) Si tu peux contrôler ton niveau d'ignorance et devenir conscient [*self-conscious*], après tu peux contrôler le monde qui t'entoure ». Ce processus n'a pourtant pas été facile : il rappelle ainsi que « quand tu viens de South Central, les gens, tes potes, ils trouvent que ce genre de truc c'est chiant, c'est nul ... mais moi je sens que ça me fait du bien, me permet de grandir<sup>36</sup>. » Cette citation est tirée d'un entretien biographique réalisé avec Juan, un sans-papier mexicain de 17 ans, arrivé aux Etats-Unis à l'âge de 4 ans avec ses parents. Issu d'un milieu populaire – sa mère est une femme au foyer analphabète, son père ouvrier dans une usine de ciment – Juan est pourtant très studieux au lycée et, depuis peu, engagé politiquement. Il participe en effet depuis trois mois à la branche jeunesse de l'organisation communautaire Community Coalition. On voit ainsi les traces que peut laisser une participation intensive sur les acteurs.

---

partout dans le pays pour protester contre un verdict jugé inique, y compris à Los Angeles. Il illustrerait le fonctionnement d'une justice à deux vitesses, clémente envers les blancs quand les groupes minorisés, et en particulier les africain-américains, s'entassent par millions dans les prisons nord-américaines, y compris pour des délits bénins en vertu de la *Three Strikes Law* qui instaure des peines plancher conduisant automatiquement derrière les barreaux à la troisième infraction. Cette affaire met en outre sur le devant de la scène la question des stéréotypes raciaux et du contrôle au faciès, Zimmerman déclarant s'être senti menacé par la présence nocturne de ce jeune africain-américain caché par une capuche. Plus récemment, des émeutes ont éclaté en août 2014 à Ferguson, dans le Missouri, à la suite de la mort d'un jeune africain-américain consécutive à un contrôle policier.

<sup>36</sup> Entretien réalisé le 12 décembre 2016 à Los Angeles.

## Le cercle vertueux de la politisation

Nina Eliasoph souligne qu'une des difficultés des projets d'*empowerment* qu'elle étudie est l'urgence dans laquelle se trouvent des organisations reposant principalement sur une main d'œuvre bénévole. Elle se prend à rêver à des travailleurs sociaux ou des éducateurs professionnels compétents qui pourraient passer suffisamment de temps avec les enfants pour les aider et peut-être les former. Ces conditions matérielles et relationnelles existent pour partie dans les organisations de jeunesse de Los Angeles. L'intensité de l'engagement proposé aux leaders – qu'ils soient jeunes ou adultes – peut, s'ils sont suffisamment investis, les affecter significativement. A l'image de travaux conduits sur la démocratie participative<sup>37</sup>, cette enquête indique que l'engagement dans la durée est une condition nécessaire à la socialisation par la participation.

Plusieurs facteurs se dégagent, permettant de rendre compte de ces trajectoires de politisation. Elles indiquent une forme de cercle vertueux. Tout d'abord, la participation doit être régulière et répétée. Les leaders les plus affectés par leur engagement, à l'image de Tim et Juan évoqués ici, s'investissent en effet de façon très intensive au sein de leur organisation, prenant part à plusieurs réunions et actions collectives par semaine. Cette participation répétée est favorisée par une forte intégration dans le groupe, qui rend l'engagement plus agréable – on retrouve des amis et y passe de bons moments – et constitue également un ensemble de micro-pressions à être présent<sup>38</sup>. Les rétributions de l'engagement viennent également des organisations, ces leaders étant fortement valorisés en leur sein. Il s'agit en effet de membres qui correspondent à l'image de soi que souhaitent donner leurs organisations respectives : un jeune africain-américain issu de South Central capable de s'engager et d'exprimer un discours politique construit<sup>39</sup>. En effet, certains leaders faisant preuve d'une réelle motivation à s'engager se trouvent parfois marginalisés par les organisateurs, ne correspondant pas à l'image que le groupe veut donner de lui-même. C'est particulièrement le cas des étudiants et des membres issus des classes moyennes à Community Coalition qui ne peuvent incarner les membres authentiques de la communauté. Dans la mesure où le *community organizing* vise à permettre le changement social par les dominés eux-mêmes, les classes moyennes ou les étudiants ne peuvent mener la danse. Un certain nombre d'entre eux, s'investissant à un moment régulièrement, s'arrête rapidement de participer, leur parole n'étant pas particulièrement valorisée, voire systématiquement marginalisée.

Au-delà de ces traits objectifs, les leaders doivent démontrer leur maîtrise des normes discursives des organisations. Bien intégrés dans leurs groupes respectifs, les normes qui y structurent les interactions peuvent façonner encore davantage leurs pratiques. S'étant montrés suffisamment compétents, d'autres portes s'ouvrent à eux, de nouveaux espaces de participation et de représentation, qui vont se traduire par l'acquisition de nouvelles compétences. Tim est ainsi fortement valorisé et mis en avant par son organisation, ce qui se traduit à la fois par une

---

<sup>37</sup> J. Talpin, *Schools of democracy*, *op cit.*

<sup>38</sup> D. Gaxie, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 27 (1), 1977, p. 123-154.

<sup>39</sup> Cf. à ce sujet J. Talpin, « La représentation comme performance. Le travail d'incarnation des classes populaires au sein d'organisations communautaires à Los Angeles », *Revue française de science politique*, 2016, 66 (1), p. 91-115.

participation encore plus intensive (il faut répéter les prises de parole en public, s'informer sur les dossiers, discuter avec les autres leaders en dehors des moments formels de réunion, etc.), et une augmentation de l'estime de soi de leaders reconnus comme des représentants compétents de l'organisation. Il s'agit désormais de tenir son rang, ce qui suppose un travail sur soi, une discipline, à l'image de Tim qui a progressivement changé d'élocution et de tenue vestimentaire. Ces trajectoires relèvent d'un processus idéal-typique de politisation individuelle, où la compétence vient nourrir la participation, qui en retour renforce le pouvoir d'agir. Si elles demeurent relativement rares, elles sont perceptibles, à des degrés moindres, chez de nombreux participants réguliers. Ce cercle vertueux de la politisation risque également d'éloigner les leaders les mieux intégrés de leur base. En acquérant de nouvelles compétences, ils sont peut-être de moins en moins à l'image du groupe qu'ils sont censés représenter. En outre, l'acquisition de compétences se traduit par un pouvoir accru, qui entre en tension avec la prétention démocratique du *community organizing*. On retrouve ici la loi d'airain de l'oligarchie, déjà décrite par Roberto Michels au siècle dernier au sujet du mouvement ouvrier. On ne saurait pourtant en conclure qu'il faille nécessairement « risquer l'aliénation politique pour dépasser l'aliénation politique »<sup>40</sup>, tant les organisations étudiées cherchent – sans toujours y parvenir – à contrecarrer ces mécanismes de délégation par la démocratie interne et la rotation des postes.

La politisation repérée ici ne saurait pourtant être synonyme d'autonomie, entendue comme la capacité à former un jugement, ou à conduire sa vie, de façon libre. Ce que les participants apprennent ici c'est qu'ils appartiennent à un camp, celui des dominés. Ce faisant, l'engagement transmet également des savoirs pratiques susceptibles d'accroître le pouvoir de ce camp, comme l'indiquent les succès que rencontrent parfois les organisations communautaires en dépit de ressources limitées. A ce titre, *empowerment* individuel et collectif peuvent parfois entrer en tension. L'accroissement des capacités d'action des groupes peut se faire au détriment de l'émancipation des individus (du moins temporairement). C'est parce qu'ils se donnent corps et âmes pour l'organisation, qu'ils savent de quel côté ils se situent, que les jeunes étudiés ici contribuent à améliorer leur condition de vie ou d'éducation. S'il incarne un nouveau vocabulaire, l'*empowerment* se trouve dès lors confronté aux mêmes difficultés que le mouvement ouvrier. En situation minoritaire au sein de la société civile américaine, dans un contexte de polarisation politique et raciale fort, sans horizon idéologique prédéfini ni philosophie de l'histoire stabilisée, il n'apparaît pas suffisamment sur de sa force pour promouvoir des formes plus autonomes et délibératives d'apprentissage. Il risque ce faisant de se retrouver confronter aux mêmes écueils que le mouvement ouvrier quelques décennies auparavant en Europe. Au regard des traditions historiques distinctes de part et d'autre de l'Atlantique il n'est cependant pas certain que l'histoire se reproduise.

---

<sup>40</sup> P. Bourdieu, « La délégation et le fétichisme politique », *Choses dites*, Paris, Minuit, 1987.